

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 19/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TEINTURERIE DE LA JUSTICE

147, rue J-J Rousseau
BP 352
59056 Roubaix

Références : 30052023_TEINTURERIE DE LA JUSTICE_ROUBAIX
Code AIOT : 0007000930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2023 dans l'établissement TEINTURERIE DE LA JUSTICE implanté 147, rue J-J Rousseau BP 352 59056 Roubaix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée à l'occasion de la campagne de contrôle inopinée réalisée au titre de l'année 2023 et diligentée par l'inspection de l'environnement.

Le contrôle porte sur le rejet des eaux industrielles issues de l'activité de teinturerie.

Ce site a fait l'objet de dépassements importants sur les paramètres température et pH au titre des années 2020, 2021 et 2022.

Il s'agit donc d'un site visé par l'action régionale des HDF relative au traitement des gros dépassements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURERIE DE LA JUSTICE
- 147, rue J-J Rousseau BP 352 59056 Roubaix
- Code AIOT : 0007000930
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Teinturerie de la Justice est une société spécialisée dans le secteur d'activité de l'ennoblissement textile.

Elle est soumise au régime de l'autorisation au bénéfice des droits acquis sous la rubrique 2330.1 - teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles - pour une quantité maximale de fibres traitées de 9,5 tonnes par jour.

L'activité est encadrée par arrêté du 23/05/2002 complété par arrêté du 27/03/2012 et modifié par les arrêtés du 18/10/2017 et du 29/04/2020.

L'établissement fonctionne en 2x8 du lundi au vendredi.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques : contrôles inopinés eau, gestion des gros dépassements

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 9.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/10/2017, article 8.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
10	Mise en oeuvre des solutions dégagées par l'étude technique	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 12/11/2021, article /	/	Sans objet
2	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 4.2	/	Sans objet
5	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 4.1	/	Sans objet
6	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 5.1.3	/	Sans objet
7	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 6.3	/	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 10.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur site le 30 mai 2023 dans le cadre de la campagne des contrôles inopinés sur les rejets eau.

Des points de non-conformités ont été constatés : canal Venturi non conforme, système de prélèvement automatique d'effluents pour l'autosurveillance ne permettant pas une conservation correcte des échantillons, dépassement des valeurs limites d'émissions sur les paramètres température et pH et actions prescrites réglementairement afin de régulariser le pH et la température du rejet non réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2021, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Date du CI EAU de l'année n-1 : Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI EAU de l'année n-1 : Conditions de fonctionnement du site :
Constats : Date du CI EAU de l'année n-1 : 21 et 22/03/2022 Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI EAU de l'année n-1 : - T max : 99,9 °C pour 30°C maximum - pH max : 10 pour 8,5 maximum Conditions de fonctionnement du site : normales
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'inspection a pu disposer d'un plan du réseau des eaux de process daté de 1999. L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modifications sur ce réseau depuis cette date. Le rejet des eaux de process donne sur la rue du chemin vert. Les eaux de pluviales proviennent des toitures et sont rejetées directement sur le réseau d'eaux pluviales de la MEL par 4 rejets (rue de Lannoy, rue du chemin vert, rue JJ Rousseau, rue d'Epinoy).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.
Constats : Le rejet des eaux de process dispose d'un point de prélèvement d'échantillons et de mesures. Au niveau de ce point de mesure, un canal Venturi a été aménagé (canal jaugeur QV304, p=0 mm, Hmax=340 mm). Pour la mesure de débit, l'organisme de contrôle relève que les limites d'ordre pratique du canal Venturi ne sont pas respectées : pelle pas assez importante en aval du canal Venturi, parois et fond du canal non lisses, décroché entre le canal d'approche et le canal Venturi. La mauvaise conception du point de prélèvement peut conduire à des incertitudes sur la mesures du débit notamment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Équipement des ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant rejet au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation des rejets d'eaux usées résiduelles doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants : <ul style="list-style-type: none">- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 heures, et la conservation des échantillons à une température de 4°C,- un appareil de mesure du pH en continu avec enregistrement- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement
Constats : L'inspection a constaté la présence des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques mentionnés. Lors du contrôle inopiné de 2022, l'organisme de contrôle a relevé un écart important sur la mesure de débit entre le débit journalier de son appareil et celui de l'exploitant (écart supérieur à 10%). L'exploitant a réétalonné son débitmètre. L'exploitant indique que les dispositifs sont vérifiés 1 fois par an. Les effluents prélevés automatiquement sont stockés dans un bidon. Ce bidon est transmis quotidiennement au laboratoire chargé des mesures d'autosurveillance du site. La conservation de l'effluent dans le bidon n'est pas à une température de 4°C. Les conditions de conservation de l'échantillon ne sont donc pas garanties.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1.1. Les canalisations de transport des matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.</p> <p>4.1.3. Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Constats : Le réseau des eaux de process est constitué de diverses canalisations en inox et d'un aqueduc en béton ou en béton recouvert de plaques en inox. L'inspection a constaté visuellement et sur les parties accessibles l'absence de détériorations.</p> <p>L'exploitant indique qu'un contrôle visuel du système est réalisé au moins 1 fois par an.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 18/10/2017 a prescrit une réfection des réseaux. L'exploitant a réalisé entre 2018 et 2022 des travaux de rénovation et d'améliorations de son réseau suite à cet arrêté : échangeur, système de pompage, système de tuyauterie, réseau de vidange, rénovation des effluents chauds, fosse et cuve de récupération, les différents câblages, les transmetteurs de pH.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément des dispositions prévues à l'article 4.1 du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.</p> <p>Constats : Une grande partie du réseau des eaux de process est constitué d'un aqueduc recouvert de plaque acier facilement accessible pour des opérations de nettoyage. L'exploitant indique un nettoyage approfondi annuel de l'aqueduc et de la fosse.</p> <p>La déconnexion est possible par la mise hors fonctionnement du process et des pompes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une fosse utilisé pour baisser la température de l'effluent constitue l'unique installation de traitement de l'exploitant. Cette fosse fait l'objet d'un nettoyage périodique. Le système d'autosurveillance de l'exploitant est à l'aval de cette fosse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 10.1																																			
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance																																			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																			
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectués sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après :																																			
<table><tr><th>PARAMETRES</th><th>FREQUENCE</th><th>METHODES DE MESURE</th></tr><tr><td>pH</td><td>En continu</td><td>NFT 90 008</td></tr><tr><td>Température</td><td>En continu</td><td>Thermomètre</td></tr><tr><td>Débit</td><td>En continu</td><td>Débitmètre</td></tr><tr><td>MEST</td><td>Hebdomadaire sur échantillon moyen</td><td>NF EN 872</td></tr><tr><td>DCO</td><td>Journalier sur échantillon moyen</td><td>NFT 90 101</td></tr><tr><td>DBO₅</td><td>Hebdomadaire sur échantillon moyen</td><td>NFT 90 103</td></tr><tr><td>Azote Global</td><td>Mensuelle sur échantillon moyen journalier</td><td>NF EN, ISO ou FDT</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>Mensuelle sur échantillon moyen journalier</td><td>NFT 90 023</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>Mensuelle sur échantillon moyen journalier</td><td>NFT 90 114</td></tr><tr><td>AOx</td><td>Mensuelle sur échantillon moyen journalier</td><td>NF EN 1485</td></tr></table>			PARAMETRES	FREQUENCE	METHODES DE MESURE	pH	En continu	NFT 90 008	Température	En continu	Thermomètre	Débit	En continu	Débitmètre	MEST	Hebdomadaire sur échantillon moyen	NF EN 872	DCO	Journalier sur échantillon moyen	NFT 90 101	DBO ₅	Hebdomadaire sur échantillon moyen	NFT 90 103	Azote Global	Mensuelle sur échantillon moyen journalier	NF EN, ISO ou FDT	Phosphore total	Mensuelle sur échantillon moyen journalier	NFT 90 023	Hydrocarbures totaux	Mensuelle sur échantillon moyen journalier	NFT 90 114	AOx	Mensuelle sur échantillon moyen journalier	NF EN 1485
PARAMETRES	FREQUENCE	METHODES DE MESURE																																	
pH	En continu	NFT 90 008																																	
Température	En continu	Thermomètre																																	
Débit	En continu	Débitmètre																																	
MEST	Hebdomadaire sur échantillon moyen	NF EN 872																																	
DCO	Journalier sur échantillon moyen	NFT 90 101																																	
DBO ₅	Hebdomadaire sur échantillon moyen	NFT 90 103																																	
Azote Global	Mensuelle sur échantillon moyen journalier	NF EN, ISO ou FDT																																	
Phosphore total	Mensuelle sur échantillon moyen journalier	NFT 90 023																																	
Hydrocarbures totaux	Mensuelle sur échantillon moyen journalier	NFT 90 114																																	
AOx	Mensuelle sur échantillon moyen journalier	NF EN 1485																																	
Les analyses doivent être analysées sur des échantillons non décantés.																																			
Après six mois d'analyses mensuelles, l'autosurveillance sur les paramètres hydrocarbures totaux et Aox pourra être porté à une fréquence trimestrielle, en accord avec l'inspection des installations classées.																																			
Constats : L'exploitant a mis en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. La visite de l'inspection a permis de rappeler à l'exploitant qu'un suivi des AOX et des hydrocarbures était obligatoire, celui-ci avait été omis en 2022. L'exploitant a rectifié son programme conformément à l'arrêté préfectoral du 23/05/2022 : un bon de commande a été passé avec le laboratoire ACORE le 6 juin 2023. Le suivi du programme d'autosurveillance est donc conforme.																																			
Type de suites proposées : Sans suite																																			
Proposition de suites : Sans objet																																			

N° 9 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2017, article 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, après traitement in situ et avant raccordement au réseau d'assainissement aboutissant à la station d'épuration de Lille CU Wattrelos, les valeurs limites en concentration, débit et flux ci-après définies :

Paramètre	Concentration maximale (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)	Moyennes mensuelles	
			Concentration (mg/L)	Flux journalier (kg/j)
MES	500	300	300	150
DCO	2000	1200	1500	750
DBO5	800	480	600	300
Azote global	50	30	-	-
Phosphore total	20	10	-	-
Métaux totaux*	10	6	-	-
AOx	5	3	-	-
Hydrocarbures totaux	10	6	-	-

* Métaux totaux : Al / As / Ag / Cd / Co / Cr / Cu / Fe / Hg / Ni / Mn / Pb / Sn / Zn

- Température inférieure à 30 °C
- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline)
- Modification de coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mg Pt/l (NF EN ISO 7887)

Constats : Le contrôle inopiné précédent montre des non conformités pour le pH et la température :

- la température dépasse fréquemment les 30/40° sur la plage de fonctionnement diurne du site.
- le pH est régulièrement compris entre 8.5 et 9.5 (pointe ponctuelle à 11).

Les autres mesures sont conformes.

Le CI de 2023 montre des non conformités sur :

- le pH : pH mini de 3.88, pH maxi de 10.95. Les pH maxi et mini sont fréquemment dépassés.
- la température maximale : 66.05 °C. La valeur maximale est fréquemment dépassée.
- les valeurs mesurées en concentration pour l'azote global et les hydrocarbures totaux ne sont pas conformes aux VLE, respectivement +18% et +70%.

Les autres mesures sont conformes.

Synthèse des résultats d'autosurveillance GIDAF des années n et n-1 :

Sur la période janvier 2022/Mai 2023 les VLE ne sont pas respectées pour le pH maximum et la température maximale (respectivement 58% et 78% d'irrégularités au 22/06/2023).

Les autres mesures sont conformes.

En conclusion, les valeurs limites réglementaires pour le pH et la température sont fréquemment dépassées dans le cadre de l'autosurveillance et cela est confirmé par les contrôles inopinés 2022-

2023.
Observations : La non réalisation de l'ensemble des actions prévues à l'article 3 l'arrêté préfectoral du 18/10/2017 n'a certainement pas permis d'aboutir à la qualité des eaux résiduaires escomptée concernant le pH et la température. L'inspection propose également une mise en demeure pour le respect des prescriptions de cet article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 10 : Mise en oeuvre des solutions dégagées par l'étude technique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre les solutions dégagées par l'étude technique du bureau d'études Phryse en respectant les échéances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au premier trimestre 2018, les pompes de reprise et l'échangeur à plaques seront mises en place ; - à la fin du second trimestre 2018, la réfection des réseaux (Vannes de vidange des reponchonners, étanchéité du réseau de collecte des effluents chauds, raccordements des autoclaves manuels au réseau chaud...) devra être achevée ; - au troisième trimestre 2018, l'exploitant établira un rapport de synthèse sur l'impact des travaux réalisés sur le pH et la Température. L'exploitant transmettra ce rapport à l'Inspection des Installations Classées ; - fin 2019, les travaux d'agrandissement et/ou création des bassins devront être réalisées ; - dès janvier 2020, une analyse de la température des rejets sera initiée. Elle portera à minima sur le premier semestre 2020 et sera transmise à l'inspection des Installations Classées. A la fin du premier semestre, l'unité de régulation du pH devra être mise en place ; - Si, au vu des résultats du suivi de la température un système de refroidissement de l'effluent s'avère nécessaire, il devra être installé pour la fin d'année 2020.
<p>Constats : Les actions prévues pour régulariser le pH et la température sont celles en partie prévues par l'article 3 l'arrêté préfectoral du 18/10/2017. L'exploitant a avancé sur une première partie des actions demandées. Cependant il reste à réaliser des actions sur le bassin et sur la régularisation du pH. Les échéances de ces actions étaient encadrées par cet arrêté : elles sont aujourd'hui dépassées.</p> <p>L'exploitant a fourni un ensemble de factures pour justifier l'avancement des solutions comme sur les pompes de reprise (1861 €), rénovation/calorifugeage de la fosse effluent (# 61000 €), étanchéité du réseau de collecte des effluents chauds (26 000 €). Le total avoisine les 170 k€. L'exploitant indique qu'il est au stade de l'étude de régulation du pH (utilisation d'un injecteur CO2 avec Messer et Airliquide).</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté le rapport de synthèse et les étapes prévues initialement au delà du 3ème trimestre 2018 ne sont pas abouties : régulation du pH en cours, travaux d'agrandissement et/ou création des bassins, analyse de la température et éventuellement système de refroidissement non réalisées.</p> <p>De plus, les résultats de l'autosurveillance et les contrôles inopinés 2022 et 2023 montrent que les non-conformités sur le pH et la température subsistent toujours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois